



Quand se déclenche une polémique, il vaut souvent mieux laisser retomber le soufflet médiatique pour analyser dans le fond l'origine du phénomène.

Au premier trimestre 2014, Isabelle Saporta publiait *Vino Business*, un brûlot sur la filière viticole, ciblant en particulier Bordeaux, ou du moins, la partie la plus visible de l'iceberg girondin : les grands vins.

Journaliste formée à Sciences Po, collaboratrice de Jean-Pierre Coffe pendant des années, elle travaille pour Jean-Jacques Bourdin sur RMC ou le magazine Marianne et avait déjà provoqué un scandale en 2011 avec *Le Livre noir de l'agriculture, comment on assassine nos paysans, notre santé et l'environnement* chez Fayard.

Qu'en reste-t-il quelques mois après, le tourbillon de l'immédiateté l'ayant effacé de la une ?

En lisant ce livre document, on en perçoit très vite les qualités et la limite : de façon incontestable (chiffres, sources, entretiens datés et cités, personnes nommées), Isabelle Saporta met le doigt là où cela fait le plus mal et dénonce les dérives d'un système qui atteint aujourd'hui une sorte de point de non retour.

Elle dénonce pêle-mêle la spéculation indécente autour du foncier des grandes AOC (l'hectare de Pomerol passe entre 1992 et 2012 de 220 000€ à 2,35 millions d'€), l'inflation des prix des grands crus classés, la complicité des wine-makers (Rolland, Dubourdieu, Lurton, Thunevin, ...), des critiques (avec au 1er rang Parker), de certains producteurs aux multiples casquettes Hubert de Broüard, Jean-François Quenin) et le maquillage des échantillons. Le tout sous la coupe réglée des méga financiers / investisseurs (MM. Arnault et Pinault, le Crédit Agricole, les assurances comme AG2R-La Mondiale) qui se gavent de marges. Bref les 5 à 6% de la production qui capte l'attention, les projecteurs, banalisent la notion de terroir, détourne celle de qualité et vont jusqu'à nourrir le blanchiment d'argent sale ; l'arbre qui cache la forêt.

Le vrai scandale.

Que des personnes peu scrupuleuses s'en mettent plein les poches dans l'indifférence générale passe encore (!), mais ce que souligne avec le plus de pertinence Isabelle Saporta, c'est la bombe à retardement qui éclatera un jour au su et au vu de tous, qui déclenchera alors une crise dont personne ne peut encore mesurer l'ampleur : l'utilisation des pesticides.

Sans chercher à tomber dans la paranoïa ou le catastrophisme, la viticulture française devrait vite se saisir de ce recours sur dosé et systématique à des molécules chimiques dont les effets sur la santé aujourd'hui connus sont catastrophiques et dont la présence dans le produit fini est avérée. L'épandage par hélicoptère, pourtant interdit mais qui continue à bénéficier de "dérogations permanentes" (76 par an en Champagne), même s'il est absent du bordelais, est la caricature d'un usage inutile et dangereux de tels intrants. La pollution engendrée est durable (!) et l'effet du traitement infinitésimal (80% de perte d'efficacité).

Pourquoi comme Isabelle Saporta le rapporte, ne pas suivre les quelques scientifiques ou vigneron courageux (Pascal Chatonnet, Alain Dourthe sont cités) qui demandent l'arrêt de ces pratiques, le recours à une agriculture raisonnée (le bio est souvent contaminé par ses voisins), le respect à la fois du produit et du consommateur.

Car disons le clairement : 30% des substances utilisées se retrouvent dans le vin ; toutes les études montrent que les niveaux de ces molécules dans le vin dépassent ceux autorisés pour l'eau par exemple. Les impacts sur la santé humaine détaillés dans le livre font froid dans le dos. Les Suisses, les Américains et même les Chinois ont déjà (un temps) bloqué des vins français "contaminés". Or jusqu'à ce jour, les autorités nationales comme professionnelles nient le problème, se couvrent d'études qui masquent la réalité, financent des travaux qui tentent d'effacer ces produits de la bouteille plutôt que d'en interdire l'utilisation ou de rechercher des alternatives biocompatibles.

Si rien ne change, un scandale d'empoisonnement surviendra tôt ou tard dont la viticulture aura du mal à se relever (voir les affaires de la "vache folle", de "Spanghero", du poulet à la dioxine, de la grippe aviaire, etc.). L'exemple donné à ce titre à la fin du livre est d'ailleurs édifiant (relire aussi l'article du Monde.fr sur la faute inexcusable reconnu envers un salarié intoxiqué au pesticides).

Ce qui est révélé.

Le mérite d'Isabelle Saporta vient de sa capacité à dire les choses, des faits, des événements qui d'habitude sont tus. Elle ose avec beaucoup d'aplomb et sans tabous.

Mais que révèle-t-elle ? Tout d'abord, les conflits d'intérêts permanents qui minent la filière viticole. Ensuite, ce miroir aux alouettes qui de la spéculation (sur le prix du foncier comme des bouteilles de grands crus) à la folie chinoise menace maintenant la stabilité économique des vins français (surtout bordelais). Enfin, à la suite du film Mondovino ou de nombreux articles, elle pointe du doigt le risque d'uniformisation intensive et ses dérives.

La plus grande partie du livre sert à dénoncer les gros "cumulards" et financiers investisseurs pris dans leurs propres démons : le pompon à Hubert de Boüard, sorte de punching ball consentant (lui a accepté de répondre aux questions de l'auteur). Ce mal typiquement français est constitutif de toutes les institutions agricoles : président de syndicat, de caisse de MSA et de Crédit Agricole, membre de l'INAO, de l'interprofession, de la FNSEA, consultants ... les décideurs, les élus additionnent les casquettes et n'hésitent pas à changer de discours selon la fonction d'où ils s'expriment.

Il faudrait alors être un saint pour ne pas user et abuser de telles positions superposées. Les classements viticoles sont devenus une caricature de ce système : on s'arrange entre soi, on favorise ses intérêts, ceux de ses clients, de ses amis, on savonne la planche de tous ceux qui ont l'outrecuidance de ne pas être d'accord. Saint Émilion, les crus bourgeois ont été le théâtre grotesque de dérives d'autant plus scandaleuses qu'elles sont couvertes par les politiques et en premier par le Ministre de l'Agriculture.

Gare aux ennemis, petits ou puissants, ils se retrouvent vite broyés : les exemples de la Baronne Guichard (Château Siaurac), opposante de Christian Moueix, ou de Pierre Carle (Château Croque Michotte) attaquant en justice le syndicat de Saint Émilion en seraient risibles s'ils ne cachaient de véritables drames humains.

Ce rôle inquisiteur et dénonciateur, outre qu'il procure une sorte de jouissance mielleuse au lecteur, est indispensable en démocratie : dans un monde aussi opaque que celui de la viticulture et même s'il n'est pas glorieux ou valorisant pour son auteur, il paraît salutaire.

Le miroir aux alouettes de la spéculation (sur le prix du foncier comme des bouteilles de grands crus) a provoqué un phénomène double et inquiétant : l'image des vins de Bordeaux s'est ancrée dans la tête du consommateur mondial comme un luxe inaccessible et les "petits" vins ont décroché de la locomotive que constituaient les grands crus. A plus long terme, c'est l'équilibre économique du modèle français tout entier qui pourrait vaciller.

Isabelle Saporta démonte en quelques pages le mécanisme qui conduit à l'érosion de la position commerciale des vins : les sur investissements réalisés dans les chais telle une course à l'armement, la volonté de rentabilité immédiate, la soif de reconnaissance au travers du petit jeu des "prescripteurs" obligés et amis, poussent à une vertigineuse hausse des prix. Face à cette inflation injustifiée, les acheteurs professionnels réagissent : dans les grands restaurants (comme chez Ducasse ou à l'Hôtel de Paris), les achats sont coupés et beaucoup de produits sortent des cartes ; en grande distribution, les consommateurs ne pouvant plus suivre, les foires aux vins, bastion des grands crus, déréférencent ces vins trop chers.

A l'international, une partie de la chute des parts de marché vient d'une perception distanciée, bien trop haut de gamme : on pense Bordeaux, on peut même encore en rêver mais on ne l'achète plus.

La folie chinoise a accéléré encore cette fuite en avant : fasciné par Bordeaux, les Chinois sont venus acheter en masse. N'importe quoi à n'importe quel prix pourvu que l'étiquette donne accès au prestige ! Sans lien avec le marché réel sur place, les nouveaux riches chinois ont accumulé les containers et fait flamber les plus grands vins.

Affolés par cette ruée qui sauvaient les "petits" (qui à l'époque vendaient leur vrac entre 650 et 850€ le tonneau de 900 litres !) et gavaient les "gros", les Bordelais se sont jetés dans la bulle ... comme en 1997/98. Oubliant qu'à l'époque le retour sur terre avait été cruel, déclenchant une crise dont ils ne sont pas encore sortis !

Les marchés traditionnels ont été abandonnés, les anciens tunnels de Hong Kong comme les quais des ports se sont remplis de bouteilles jamais revendues ; la contrefaçon a explosé (un flacon vide se vend 80 à 100€ !) ; la mafia a profité de l'aubaine pour blanchir de l'argent ; des investisseurs avides et éblouis ont acquis 1 000 hectares de terres viticoles bordelaises entre 2 et 10 fois leur valeur !

Mais quelques années plus tard, voilà Bordeaux (déjà) démodé, qui doit faire face

à la concurrence et qui, comme dans les autres pays, ne sait pas l'affronter.

La conséquence la plus directe de toutes les étranges évolutions pointées du doigt par Isabelle Saporta est l'uniformisation des vins. Les "wine makers" devenus des stars internationales (Rolland, Thunevin, Dubourdieu, Lurton, De Renoncourt), répandent dans le monde entier le goût "à la Parker".

Il ne faut pas s'étonner que le vin ait changé au gré de la transformation de son statut aux yeux des consommateurs : les vins boissons des années 1930 n'ont plus rien à voir avec les vins plaisir d'aujourd'hui. Que donc le fruit, la souplesse ou le fondu soient plus demandés n'a rien d'étonnant ou de scandaleux.

Par contre, ces tendances de fond qui d'ailleurs sont très lentes à se dessiner et se modifient peu, ne peuvent masquer la volonté des faiseurs de vin, d'industrialiser un produit facile à reproduire ainsi aux quatre coins du globe. Soutenus par les prescripteurs qui influencent l'opinion, par certains journaux professionnels ("La Vigne" est ici dénoncé), ils clament comme Jean-Philippe Fort (œnologue chez Rolland), des adages néolibéraux car appuyés sur le pragmatisme et l'absence d'alternative : "on ne peut nourrir la planète avec des trucs naturels" !

Leur cynisme effraie tout autant que leur puissance économique, les tenants du terroir, les vigneron qui eux, veulent valoriser les possibilités de la nature.

Reprenant les arguments de "Mondovino", Isabelle Saporta se pare des vertus des "petits" avec un mélange d'opportunisme et de raison.

Ce qui est tu.

Le grand livre sur la viticulture française reste encore à écrire. C'est le sentiment qui domine quand s'achève le "Vino Business" d'Isabelle Saporta. Son enquête a le mérite de porter le fer là où cela fait mal, au cœur du fleuron des grands vins : ce luxe si porteur d'image tourne aujourd'hui à vide, ne joue plus son rôle de locomotive et surtout, elle le démontre preuves à l'appui, se noie dans un cercle consanguin de magouilles et de coups tordus. Mais, s'il est donc louable et utile de dénoncer tout cela, où sont les 95% de vigneron hors des crus classés, des classements bidonnés et de la spéculation foncière ?

Bien sur, Isabelle Saporta met en avant de "belles figures" : Aline Guichard-Goldsmith, la baronne qui depuis Château Siaurac résiste au tout puissant Pomerolais Christian Moueix, Pierre Carle inlassable pourfendeur du classement

saint-émilionnais, propriétaire inflexible du sublime Château Croque-Michotte exclu de toutes les promotions ou Franck Dubourdieu, frère de et pourtant défenseur éperdu du terroir, malheureux de le voir trahi au profit des seuls intérêts économiques.

Mais bon, ce ne sont pas là de "simples" vigneron.

Isabelle Saporta cite aussi, comme une sorte de dernier des Mohicans tout en haut de son plateau, Dominique Techer. Voilà une belle image de producteur - bio, Confédération Paysanne, ancien maire, écologiste, anti CVO - et j'avoue, j'aime beaucoup Dominique Techer même si je ne partage pas toutes ses idées. Il sert cependant une trame qui colle au livre comme un discours de fond, "autrefois, c'était mieux, il suffisait de faire du bon vin".

Les problématiques de fond de la filière ne sont pas abordées : c'est un peu comme ausculter la partie émergée de l'iceberg sans scruter ce qui se trouve sous l'eau, à l'abri des regards.

Que manque-t-il en fait ?

La même approche journalistique (rigueur, témoignages, exemples chiffrés, recoupements) pourrait être mise au service d'une enquête sur la gouvernance des filières. Ici, Isabelle Saporta évoque le Ministre de l'Agriculture et son administration qui ont laissé pouvoir et initiative aux instances locales. La répartition et surtout l'utilisation des subventions sont à peine effleurées.

Pas d'interrogation non plus sur la stratégie, les choix politiques aussi bien du point de vue des appellations, des négociants qu'au niveau national. Les problématiques sociales - revenus des viticulteurs, répartition de la richesse créée - ou économiques - aménagement du territoire, inégalités, place et influence du Crédit Agricole ou de la Mutualité Sociale Agricole - méritent qu'un(e) journaliste s'y arrête avec le même sens de l'investigation et l'esprit polémique.

On pourrait égrener ainsi les sujets à creuser ; ce qui est clair, évident quand on referme *Vino Business*, c'est le double sentiment éprouvé : un plaisir, ou pourrait dire une jouissance, de voir avec tant d'acuité, montrer et souligner les errements de puissants, d'élus autoproclamés, de nouveaux riches qui pensent à se servir sans scrupules ni sens des responsabilités. Dans une démocratie, ce travail même s'il nous prend à rebrousse poils, est salutaire. D'autant plus que des dangers réels sont soulevés, du scandale sanitaire à la perte de part de

marché, qui pourraient à terme tuer la poule aux œufs d'or du vin français.

L'autre sensation relève plus du malaise : la France ne passe-t-elle pas son temps à scier la branche sur laquelle elle est assise, à se morfondre en ne regardant que ses imperfections et en oubliant ses formidables potentiels ? Et ce livre, au final, ne procède-t-il pas d'abord de cet auto-"bashing" recherché parce qu'il fait vendre ? Le ministère de la parole appartient aux observateurs - dont je fais ici partie : mais dénoncer, est-ce une fin en soit ?

Fort de ce constat, je crois que *Vino Business* réveille la conscience et, par ses travers ou ses manques, donne envie d'agir. De ne plus laisser aller ou du moins, de tenter à son niveau, de véhiculer des valeurs positives, de chercher la valorisation, de produire du concret.

Vino Business a les défauts de ses qualités : comme son auteure, il surfe sur l'écume mais vous jette à la figure comme un paquet de mer glacée, tout ce qui n'a pas été fait, tout ce qui devrait être entrepris pour porter haut ce qui est l'un des plus grands trésors culturels, productif ET économique français. Et c'est là son réel mérite !

Fabrice Chaudier